

# PAMOJA

*Mémoire coloniale et lutte contre le racisme*



Musique  
Théâtre  
Danse



Le **MONDE**  
des possibles



SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL  
**JUSTICE**

philocité

À Nous  
l'Histoire

***Le Monde des Possibles (MDP) est une ASBL*** (voir projets ici <https://www.possibles.org/wpcontent/uploads/2022/01/Projets-et-formations-2022-Le-Monde-des-Possibles.pdf>) ***liégeoise qui, depuis 22 ans, oeuvre à l'accueil, l'inclusion et la défense des droits fondamentaux des personnes migrantes. Avec 21 collègues équivalent temps plein (en 2023) et 5 agréments, le MDP propose à plus de 200 personnes par semaine des cours de français langue étrangère, des cours de citoyenneté, des formations numériques, des formations à l'interprétation en milieu social, des projets interculturels et de promotion du multilinguisme, des formations d'accès aux droits pour des personnes en demande de séjour, des permanences sociojuridiques, des formations et stages d'insertion socio-professionnelle (métiers non médicaux en milieu hospitalier, métiers du numérique et bien d'autres domaines).***

Nous développons également des partenariats internationaux au travers de projets européens portés sur les questions d'inclusion des personnes migrantes notamment via l'économie sociale et solidaire. L'éducation permanente imprègne l'ensemble de nos actions et pratiques. ***Nous privilégions une approche de socio-construction des savoirs et reconnaissons une importance capitale aux voix artistiques et créatives pour favoriser l'expression des participant.e.s.***

## Sommaire

|                             |             |
|-----------------------------|-------------|
| 1 Intro                     | <b>P.4</b>  |
| 2 Contexte du projet        | <b>P.6</b>  |
| 3 Présentation du projet    | <b>P.8</b>  |
| 4 Méthodologie              | <b>P.9</b>  |
| 4.1 Les ateliers philo      | <b>P.11</b> |
| 4.2 Les ateliers théâtre    | <b>P.17</b> |
| 5. Témoignages              | <b>P.18</b> |
| 6. Evaluation des pratiques | <b>P.21</b> |
| 7. Recommandations          | <b>P.22</b> |
| 8. Conclusion               | <b>P.26</b> |
| 9. Bibliographie            | <b>P.29</b> |

## Intro

Le passé colonial imprègne notre société : ce n'est pas seulement l'espace public qui nous le renvoie (cfr les visites décoloniales du CMCLD – collectif mémoire coloniale et lutte contre les discriminations) mais la composition de la société elle-même. L'héritage colonial est vécu au quotidien dans la permanence de relations de pouvoir au niveau international (politique, économique, culturel), relations qui déterminent entre autres les mouvements migratoires actuels.

Pourquoi parler de décolonisation ? Pour aborder la convergence des luttes en vue d'un projet coconstruit de justice sociale où les liens de domination seraient identifiés, questionnés, repensés, renversés, où il n'y aurait plus de suprématie d'un groupe sur un autre mais une solidarité issue de l'engagement dans ces luttes communes, alimentées par des objectifs partagés.

Parler de décolonisation revient à se décentrer, « étudier les enjeux du monde contemporain en élargissant le prisme d'analyse et en acceptant de la déplacer.

La matière migratoire est un domaine de recherche qui est confronté à un environnement politique et à des opinions sociétales très clivés, à un contexte géopolitique où la référence à la « crise » semble justifier des réponses rapides et souvent unilatérales, à un contexte influencé par des rapports de domination passés et par un fossé économique rendant parfois inaudibles les points de vue des suds. Les deux dernières décennies sont caractérisées par une fuite en avant des pays riches vers des politiques sécuritaires, fondées sur l'obsession d'entraver et de repousser les mobilités dans un monde pourtant marqué par la mondialisation des risques, des savoirs, des idées, ... La résultante de ces tensions est l'adoption de réponses tout aussi délétères qu'inefficaces. Elles sont en effet problématiques en termes de valeurs et de menaces pour les droits humains mais également inefficaces quant au résultat recherché. L'illusion de l'entrave efficace aux mouvements migratoires est de plus en plus évidente et pourtant si présente.

Dans ce contexte, l'appel à décoloniser les regards vise à accepter l'idée que la recette appliquée, celle de l'unilatéralisme, ne fonctionne pas, et qu'il faut changer les perspectives. Oser le multilatéralisme, oser la fluidité, oser l'équité, oser la réciprocité, oser parier sur une autre gouvernance »<sup>1</sup>.

C'est ici qui se positionne l'enjeu de la décolonisation des savoirs, une *conditio sine qua non* pour ouvrir la possibilité de développer des pratiques sociales collectives et transformatives équitables.

<sup>1</sup><https://uclouvain.be/fr/instituts-recherche/juri/cedie/actualites/migrations-et-approches-decoloniales-dudroit-cycle-de-seminaires.html>

Le racisme est une des manifestations des rapports de domination typiques de la colonialité (c'est-à-dire la pérennité de rapports de domination et de hiérarchie sociale et raciale dans les sociétés contemporaines malgré la fin formelle du colonialisme). La lecture systémique des rapports de domination permet de s'attaquer à toute formes de discrimination issues de ces relations d'oppression (raciale, sexiste, capitaliste, patriarcale).

C'est ensemble, dans une approche collective et consciente, qu'il est possible de s'attaquer aux dominations faisant encore des opprimé.e.s et œuvrer à la justice sociale, pour un Mouvement social antiraciste.

Pamoja veut dire ensemble en swahili. Le nom du projet a été choisi afin de mettre en avant cette dimension collective porteuse de changement.

Dans le cadre de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine proclamée par l'ONU, le SPF Justice (service Egalité des chances) a lancé l'appel à projet "A nous l'Histoire : restaurer les mémoires " en hommage aux figures de la décolonisation et à la mise en valeur des contributions culturelles, économiques, politiques et scientifiques que les personnes d'ascendance africaine ont apportées à la société belge. Nous avons décliné le projet sur base de notre expertise et des publics que nous rencontrons régulièrement, voire des personnes étrangères ou d'origine étrangère arrivées en Belgique depuis des périodes plus ou moins longues, avec des situations administratives les plus variées.

Le plan de lutte contre le racisme de la fédération Wallonie-Bruxelles (2023-2026) propose 13 objectifs stratégiques organisés en mesures transversales et spécifiques (par domaine d'application). Pamoja rejoint l'objectif numéro 3, à savoir la sensibilisation contre le racisme via des actions visant le grand public (deux représentations théâtrales et la diffusion du présent livret).

*D'autres projets du MDP poursuivent les objectifs du plan de lutte contre le racisme de la FWB, notamment CARE (soutenu par la FBM), projet qui vise la lutte contre le racisme sur internet et plus précisément la lutte contre la cyberhaine, et les projets avec les écoles, les parents étrangers et les enfants.*

## Contexte du projet

La lutte contre le racisme au MDP. **La lutte contre le racisme est une lutte sociale.** Au moins deux entrées peuvent être employées pour traiter cette question, une approche militante telle que nous la vivons au quotidien au MDP et une approche plus philosophique basée sur les travaux de Michel Foucault et un de ses plus brillants analystes Alain Brossat ainsi que quelques pistes de la French Theory (François Cusset).

### L'approche de terrain, opérative, de 1<sup>ère</sup> ligne au Monde des Possibles.

La pratique associative suggère que les racismes multiples sont des constructions idéologiques qui permettent de fonder une domination d'une classe sur une autre. En développant la haine d'une partie de la population sur une autre, en divisant les classes sociales, le pouvoir maintient son emprise sur l'ensemble du corps social. L'antiracisme doit ici ne pas sombrer dans une logique identitaire mais tenter plutôt de conserver une lecture de classes. La pratique de terrain au MDP permet de se confronter à la multitude des racismes qui se matérialisent dans les discriminations à l'embauche, au logement, dans les contrôles de police au faciès mais aussi dans les relations entre migrant.es. etc... Les pratiques discriminatoires ne sont évidemment pas qu'interpersonnelles mais s'incarnent aussi dans les institutions qui peuvent reproduire les entraves dans l'accès aux droits, dans l'accès aux allocations sociales.

Nous accueillons beaucoup de personnes sans-papiers au sein des cours de français langue étrangère et des formations numériques. Elles incarnent les politiques d'asile restrictives qui limitent ou nient les droits des personnes d'origine étrangère. Pour toute une série de métiers que les employeurs ne savent pas délocaliser en Asie, ceci constitue un formidable vivier de main d'œuvre corvéable à merci pour des salaires de misère. C'est ici que selon nous l'antiracisme vibre plus particulièrement avec les questions des droits sociaux et économiques. Face aux logiques qui divisent les parties de la population entre TSP<sup>2</sup>, TSE<sup>3</sup>, jeunes, seniors, etc... l'indexation de l'éducation permanente de nos pratiques nous invite à

contribuer à la fédération des luttes entre elles, à travailler aux croisements des revendications et à l'établissement d'actions communes.

Nous croyons que c'est par des mouvements sociaux croisés qu'un rapport de force significatif pourra se dégager. Une grève, une campagne militante peuvent contribuer à rapprocher des personnes qui ne se seraient pas spontanément rencontrées. La lutte antiraciste est ici clairement une des formes de luttes sociales pour plus d'égalité des droits entre êtres humains.

La lutte antiraciste ne peut pas se limiter aux solutions locales. Quand des centaines de migrant.es perdent la vie dans les eaux de la Méditerranée et des milliers de personnes sont bloquées dans leur parcours pour rejoindre l'Europe, comment peut-on comprendre ce qui se passe là-bas ? Comment comprendre ce massacre quotidien, ces violences et la politique migratoire ? Autrement dit, est-ce purement fortuit ou est-ce voulu dans les effets indirects des politiques migratoires actuelles ? Comment comprendre que ce qui se passe là-bas est une variation de ce qui se passe ici à Liège ?

En prenant l'angle du biopouvoir Foucaultien censé promouvoir, soutenir la vie en tant que force productrice, main d'œuvre utile, n'y a-t-il pas un certain paradoxe à voir autant d'existences sacrifiées en Méditerranée ?

Y a-t-il donc une frontière mentale qui définirait les vies : la vie qui mériterait d'être soutenue, améliorée et les vies, la vie qui pourrait être laissée à l'abandon, laissée à mourir ? Il n'y a pas de décret de mort mais abandon silencieux.

A Lampedusa, sur la route des Balkans, nous nous confrontons à un pouvoir classique qui oppose celle.ux qui sont dedans, les nationaux.ales européen.ne.s, et celle.ux qui sont dehors (les africain.es...) dans la défense classique des frontières. Pouvoir par défaut, impuissant, incapable de sauver, incapable de décision. Les gouvernements italien, grec en appellent à l'Europe, incapacité à prendre des décisions, à sauver... Impuissance d'un pouvoir souverain, mutisme qui en fait le re-

<sup>2</sup>Travailleur.se.s sans papiers

<sup>3</sup>Travailleur.se.s sans emploi

vers du biopouvoir. La souveraineté moderne c'est peut-être bien l'abandon... un « laissez mourir »<sup>4</sup>.

### Quid d'une notion de violence d'état, de racisme dans le gouvernement des vivant.e.s ?

Comme Foucault l'indique dans son œuvre, **le racisme n'est pas un problème d'idéologie mais une technologie de gouvernement, un ensemble de dispositifs destinés à fragmenter le corps social pour créer les conditions optimales de sa gouvernabilité.**

Occasionnellement, les pouvoirs modernes peuvent agir de manière violente sous l'effet d'une menace réelle ou imaginaire y compris contre une partie de leur propre population. Mais cela ne serait être l'élément d'une structure gouvernementale, cela ne peut trouver sa place dans la forme institutionnelle de ce gouvernement.

Les violences d'état dont font les frais les étrangers consistent à isoler une population de personnes étrangères pour pouvoir cibler une violence qui prend la forme de la destruction récurrente de l'habitat précaire, des bidonvilles, des expulsions brutales, de la séparation des familles, la non reconnaissance des droits sociaux et fondamentaux (voir ce qui se passe à Calais depuis plusieurs années et encore aujourd'hui !). Ce sont des groupes ciblés et stigmatisés qui sont mis au ban selon des critères spécifiques (nationalités, appartenance...). Mais en même temps, dans cela même qu'elles ont de spécifique, ces persécutions visent bien une certaine forme d'exemplarité. Elles sont l'enseignement de la politique sécuritaire et d'une certaine xénophobie d'état qui s'affiche (d'où une contradiction citée plus haut). Elles continuent un geste obscur, elles doivent montrer (cf Mathieu Bietlot) une sévérité (exemple des centres fermés, Vottem....).

*Alors comment est-il possible pour un pouvoir politique d'exposer à la mort ses propres citoyen.ne.s ou les autres, laisser mourir, comment exercer la fonction de la mort dans un système censé promouvoir la vie, la biopolitique ? Pour Foucault c'est ici que le ra-*

*cisme intervient. Le racisme est un mécanisme fondamental de pouvoir dans les états modernes. Foucault dit que le racisme est la condition d'acceptabilité de la mise à mort dans une société de normalisation.*

Pour Foucault, le recours à la violence d'état des sociétés modernes en tant que technique de gouvernement va signaler un passage à la limite vers une autre forme de pratique gouvernementale. Dans un de ses cours de 1976<sup>5</sup>, il indique que le racisme

**« c'est d'abord le moyen d'introduire enfin, dans ce domaine de la vie que le pouvoir a pris en charge, une coupure : la coupure entre ce qui doit vivre et ce qui doit mourir ». « En produisant la hiérarchie des races, la qualification de races comme bonnes et d'autres comme inférieures, il s'agit de fragmenter le champ du biologique que le pouvoir a pris en charge, il s'agit de décaler à l'intérieur de la population des groupes les uns par rapport aux autres, il s'agit de subdiviser l'espèce vivante, l'espèce humaine ».**

En relisant ce texte, quand Foucault évoque **« ceux qui doivent mourir »** il parle d'une forme d'exposition à la mort qui a des degrés d'intensités variables; cela ira des premiers gestes qui montrent du doigt certaines catégories de la population en construisant la fiction que représente la race jusqu'aux persécutions ouvertes, massives qui débouchent sur la fermeture de frontières, des exterminations et qui culminent avec le génocide. Ce racisme entendu comme technologie de pouvoir peut donc multiplier le risque de mort, ou d'expulsion, de rejet peut toucher toutes les parties de la population.

Quand un pouvoir adopte les violences d'état comme mode de gouvernement démultipliant l'exposition à la mort d'une partie de la population et en faisant de ces persécutions une condition première de la protection de la vie d'une autre catégorie de la population réputée « digne de vivre » alors l'Etat ouvertement raciste, l'Etat meurtrier sort du biopouvoir pour devenir un état « suicidaire ». Foucault rajoute que cette situation n'est pas exceptionnelle **mais inhérente au fonctionnement de tous les états modernes.**

<sup>4</sup> Les décisions des Etats, de l'Europe sur les migrations resteront furtives, elles ne s'assumeront jamais comme dispositifs de persécution mais elles n'en existent pas moins (Frontex, politique des Visas...)

<sup>5</sup> « Il faut défendre la société », Cours au Collège de France, 1976, Michel Foucault, Hautes Etudes, Gallimard. Seuil, 1997, Cours du 17 mars 1976, page 213

## Présentation du projet

***Pour répondre aux formes de racismes, la question des droits culturels doit être redistribuée dans le champ des pratiques. Il s'agit de voir comment ils peuvent promouvoir de nouvelles résistances micropolitiques. Cela permettra aussi de s'interroger sur l'émergence de nouveaux undergrounds, de circuits parallèles, de nouveaux lieux de dissidence.***

L'éducation populaire au MDP se veut l'occasion de produire des intensités intellectuelles et émotionnelles, de valoriser un droit culturel à partir des (éventuelles) expériences de résistances des personnes d'origine étrangère dans leurs pays d'origine (ou non).

Ainsi, il s'agit de s'ouvrir aux identités multiples et à leurs capacités d'énonciation par l'acquisition de nouveaux témoignages et textes, récits du quotidien des personnes discriminées. Ceci en évitant une victimisation et en soutenant des actions positives 'tirées au langage des couleurs' (Deleuze).

Pamoja se propose comme une forme de résistance au racisme. Avec les mots de bell hooks :

***« Le processus politique de décolonisation est aussi une manière pour nous d'apprendre à être lucides. C'est un chemin vers la liberté pour le.a colonisé.e comme pour le.a colonisateur.rice. La mutualité d'une rencontre de sujet à sujet entre celle.ux qui ont décolonisé leurs esprits permet à la rage noire d'être entendue, d'être utilisée de façon constructive »<sup>6</sup>. Le mouvement social antiraciste que l'auteure promeut peut se réaliser si les personnes racisées vont « ... saisir cette rage et la porter au-delà de la désignation vaine d'un bouc émissaire, en faisant le lien entre cette rage et une passion pour la liberté et la justice qui éclaire, guérit et rend possible une lutte rédemptrice »<sup>7</sup>***

Un des objectifs du MDP est aussi de réfléchir ensemble par l'échange de pratiques comment dépasser le moralisme ambiant pour penser de nouvelles formes de pratiques sociales en privilégiant les croisements entre des modes de subjectivation différents pour chacun (être gay et demandeur d'asile, être musulmane & lesbienne, être femme et âgée, être noir.e et personne en situation d'handicap, ...).

### La question de la différence

Une société intégrant de plus en plus dans ses enjeux la question des différences sexuelles, ethniques, religieuses, culturelles, toujours changeantes, mobiles, disponibles à tous les usages et à tous les croisements, c'est aussi une société ouverte à inventer des alternatives, agir pour qu'elles puissent se réaliser, développer des outils pour une critique sociale effective. Cette question de la différence est centrale au MDP car elle est le lieu de croisements, une manière d'articuler combats sociaux et micro politique du quotidien, de brancher les idéaux abstraits aux problèmes concrets du corps et du quotidien. C'est ce que nous tentons tous les jours et Pamoja en est une belle pratique.

<sup>6</sup> bell hooks, « Rage assassine – mettre fin au racisme », éditions divergences, Paris, 2023, pages 31 et 32.

<sup>7</sup> Ibid., 33-34.

## Méthodologie

Dans le cadre de nos activités, nous souhaitons offrir des espaces de rencontre et dialogue inter-culturels pour lutter contre le racisme et proposer une autre porte d'entrée au processus d'inclusion de personnes migrantes, au-delà de la logique d'activation et d'intégration à laquelle elles sont soumises.

Pamoja contribue au processus d'inclusion par la culture en visant une approche valorisant le témoignage des personnes issues des diasporas africaines et encourageant leur participation dans des ateliers théâtre qui permettent la libre expression sur les réalités menant à la migration. Parallèlement, des ateliers philo alimentent la réflexion autour de la thématique de l'histoire coloniale et des conséquences néfastes sur les personnes ayant vécu la colonisation et ses effets désastreux dont la discrimination et le racisme.

### Objectifs :

- **Valoriser les identités culturelles des participant.e.s aux ateliers sans les réduire aux folklores.**
- **Sensibiliser la jeunesse sur l'histoire de la colonisation.**
- **Développer un regard critique au sujet du colonialisme.**
- **Sensibiliser aux conséquences des réalités coloniales sur la société belge.**
- **Promouvoir l'échange interculturel et l'expression personnelle.**
- **Mettre en avant les récits personnels en favorisant le témoignage et la prise de parole des participant.e.s.**
- **Accroître la résilience et l'autonomisation des diasporas africaines.**

Pour la réalisation des ateliers, le MDP a fait appel à des professionnels, experts dans les deux volets de Pamoja. Les ateliers philo ont été ainsi réfléchis et animés par Jonathan SOSKIN de PhiloCité et les ateliers théâtre ont été conçus et dirigés par Jackson MUHINDO, artiste et formateur.

Les ateliers philo ont permis le questionnement d'une série de représentations et autoreprésentations liées aux parcours migratoires: ce travail individuel et collectif a alimenté la création artistique dans le respect des témoignages des participant.e.s en veillant à ne pas reproduire des clichés souvent associés aux phénomènes migratoires.





# PAMOJA

*Mémoire coloniale et lutte contre le racisme*

**TROIS ATELIERS PHILO  
SUR LA DÉCOLONISATION  
DU SAVOIR AVEC PHILOCITÉ**



**PROCHAIN ATELIER PHILO** JEUDI 25 JANVIER 2024 DE 17H À 19H30  
**L'INTÉGRATION À DOUBLE SENS**

L'intégration est l'un des lieux de colonialité décisifs où, « sans races » et « sans racistes », du racisme est continuellement produit dans et par notre société. Si la tournure culturaliste du racisme contemporain masque volontiers sa logique inégalitaire sous l'idée d'une « incompatibilité » sans hiérarchie entre « modes de vie » inconciliables plutôt qu'inégaux, ce masque tombe à l'endroit de l'intégration.

Qu'est-ce que le savoir de celui qui vient d'ailleurs (doublement enrichissant : savoir d'ailleurs et savoir de la migration) peut apprendre à et sur la société d'accueil ? Quels recoupements peuvent se dessiner avec les insatisfactions des « autochtones » ? Quelles orientations cela peut-il y dessiner pour une transformation désirable ?

## PROCHAINES DATES

JEUDI 22 FÉVRIER : ATELIERS PHILO DE 17H À 19H30  
**PAR-DELÀ CROYANCES ET SAVOIR**

La diversité des manières de penser des colonisés (comme celle de classes populaires dans les métropoles) fut réduite à des « croyances » ou superstitions et opposée au « savoir » éclairé des colonisateurs qui purent ainsi prétendre y diffuser leurs lumières et propager la civilisation. Comme le partage des richesses matérielles, ce partage colonial entre savoir et croyances a résisté aux guerres de décolonisation. Aujourd'hui que se retrouvent dans les anciennes métropoles les descendants de colonisés, les descendants de colons et des gens venus d'ailleurs encore, avec l'impératif non seulement de cohabiter mais de réfléchir ensemble aux manières d'améliorer la société, n'est-il pas tant de démanteler ces partages en démêlant ce qui relève de la rationalité de ce qui appartient à l'impérialisme d'un mode de pensée sur les autres ?

JEUDI 14 MARS : ATELIER PHILO DE 17H À 19H30  
AVEC REPAS CONVIVIAL DE 19H30 À 21H  
Contenu à confirmer selon le déroulement des ateliers précédents.

Potiérue 10, 4000 Liège

Inscription obligatoire - Possibilité de garderie sur demande

Info et inscription : Chiara GIACOMETTI

giacomettichiara@possibles.org ou 0476420467



SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL  
**JUSTICE**

Gelijke Kansen  
Egalité des Chances  
Chancengleichheit



# Les ateliers philo

**L'objectif des ateliers philo est au moins double.**

## 1

*D'une part, en s'exerçant à penser la « colonialité », il s'agit de penser le racisme dans son lien avec l'histoire coloniale et surtout ce qui en survit, pour sortir des abstractions encore trop courantes en matière de pensée comme de lutte pratique contre le racisme.*

*Ce premier objectif est de dépasser l'approche intellectualiste et individualiste du racisme qui reste trop souvent en vigueur aujourd'hui même du côté des meilleures volontés : le racisme serait un ensemble de « préjugés » ou d'idées fausses dans la tête d'individus bêtes ou malveillants. Le but des ateliers est d'abord, à l'aide d'une révision conceptuelle (c'est-à-dire d'un changement de notre manière de catégoriser les choses que nous percevons) de voir et comprendre le racisme autrement : comme une manière non seulement de penser, mais aussi et d'abord de sentir et d'agir, ancrée dans une structure sociale et historique, bien au-delà des esprits des individus.*

*Ce changement de manière de voir et de comprendre c'est l'extension de ce que nous reconnaissons comme racisme, puis bien sûr la manière dont nous pourrions y changer quelque chose, qui s'en trouve immédiatement modifiée (la voie du changement devient résolument politique, et les forces de la morale, du jugement et de la volonté largement relativisées).*

## 2

*D'autre part (et cela dans le prolongement des ateliers philo menés par PhiloCité au MDP au cours d'un partenariat désormais de longue date et intensif), il s'agit de mener la réflexion décrite ci-dessus avec les premier.e.s concerné.e.s. Autrement dit, la pensée ne leur est pas transmise mais l'idée est qu'ils participent de sa production. Les réflexions ci-dessus, amenées à partir de philosophes ou de chercheur.se.s en sciences sociales, sont proposées à la pensée des participant.e.s et croisées avec leur savoir propre.*

*Par la forme même, ces ateliers ne sont pas des cours : l'exposé théorique n'y étant qu'une manière préliminaire d'orienter la pensée, dont l'essentiel sera ensuite produit par chacun.e et fera l'objet d'une resaisie et d'une discussion collective. Ces ateliers visent donc par-dessus tout à reconnaître le savoir des participant.e.s. Iels sont invité.e.s à théoriser leur expérience et à en discuter de manière souveraine, les concepts amenés en amont servant plutôt à stimuler (et cadrer) la pensée qu'à l'informer.*

*La lutte contre la dimension coloniale du racisme commence dans la forme de l'atelier, qui en considérant les participant.e.s comme des penseur.se.s à part entière, vise à contrer en acte la colonialité du savoir.*

## 1er atelier : émancipation – égalité de droits et collectif

La thématique de la mémoire coloniale et de la lutte contre le racisme a été abordée d'abord à travers la notion d'émancipation. Les composantes identifiées du changement et de l'égalité des droits ont nourri les questions issues des exemples d'émancipation portés par les participant.e.s : la singularité et unicité des individus contre l'assignation identitaire (sociale, culturelle, politique, économique), le mouvement de libération face à une domination, la revendication des droits.

**« La discrimination raciste explicite n’est plus vraiment de bon ton, ce qui explique pourquoi tout le monde peut prétendre que le racisme n’existe pas. Nous avons donc besoin d’évoquer le discours typique de la suprématie blanche néocoloniale – semblable au racisme bien que différente »<sup>8</sup>.**

Par rapport au racisme naturaliste (biologisant notamment) sur lequel s’est édifié la lutte contre le racisme dans la seconde moitié du siècle dernier, les formes privilégiées sous lesquelles s’exerce aujourd’hui le racisme en Europe de l’ouest sont doublement paradoxales : il s’agit d’un racisme non seulement

« sans races », « culturaliste » plutôt que naturaliste, mais encore et plus radicalement « sans racistes », au sens d’ancré dans une structure socio-historique caractérisée par la colonialité, plutôt que dans l’esprit d’individus bêtes ou ignorants qu’il suffirait de rééduquer.

Une fois les apports théoriques explicités, à savoir les notions de racisme biologique, culturaliste et systémique, le groupe a été invité à lire ses expériences personnelles par le biais des apports théoriques proposés. C’est ainsi que les discriminations liées à la langue et à au processus d’intégration en tant que personne étrangère ont été partagées et mises en avant par le groupe.

La question de la langue représente un exemple frappant d’une forme de racisme qui est justiciable des trois grilles d’analyse (et en particulier qui permet de renvoyer la seconde – culturaliste – à la troisième – institutionnel).

En effet, pendant longtemps la langue était un alimement du racisme naturaliste, comme en témoigne éminemment la catégorie et le mot même de « barbare » qui rappellent cette tendance (largement partagée !) à renvoyer hors de la civilisation, et donc aux confins de l’humanité, celle. ceux dont on ne comprend pas la langue. La parole articulée (*logos*, en Grec) étant l’attribut traditionnellement retenu pour distinguer l’humain de l’animal, la parole en langue étrangère risque de passer pour inarticulée et sa. son locuteur. rice... pour un animal.

Aujourd’hui, on a sans doute mieux conscience de la différence entre une langue étrangère et du pur et simple « charabia » ou un cri animal... On renvoie plus spontanément la langue inconnue à une culture étrangère, qui n’en n’est pas moins une culture, donc humaine. Mais le racisme a-t-il pour autant cessé de s’exercer à l’endroit de la langue, ou a-t-il simplement pris une forme « culturaliste » ? Toutes les langues et bien plus, toutes les manières de parler chaque langue, se valent-elles vraiment, dans l’esprit de tous. tes ?

Interroger les rapports à la langue oblige alors à ouvrir la culture elle-même à sa dimension construite et historique : de même que la « nationalité » par exemple, la langue n’a pas existé toujours et partout, loin de là : on a longtemps parlé et on s’est donc longtemps très bien compris. e. s sans le recours à une « langue », qui n’est qu’un code central imposé d’en haut aux manières spontanées de se parler (déclassées rétrospectivement en dialectes, patois etc.). Non seulement l’existence de la langue est locale et récente, mais elle ne s’est pas imposée sans violence, et en particulier la violence coloniale en est inséparable. Voir Cécile Canut, *Langue*, éd. Anamosa, 2021.

En général, il y a toujours un rejet des étranger. e. s dans la société d’accueil. Cela s’atténue moins en ce qui concerne les gens qui viennent de pays qui ont été colonisés. La structure historique de la société est façonnée par l’histoire coloniale. Par exemple : la structure économique consistant pour les ex-métropoles à faire appel à une main d’œuvre issue des colonies n’a pas pris fin d’un coup et comme par magie avec les indépendances « politiques » ! Autre exemple : des institutions entières comme la police ont été constituées, formées, dans un contexte et à des fins coloniales : ce ne sont pas les policier. ère. s (ou tel. le ou tel. le d’entre elle. eux) qui sont « racistes » mais l’institution qui n’est pas séparable, du moins historiquement, de l’État colonial.

Enfin, le racisme n’est pas seulement une question d’idées, il est ancré dans le corps notamment à travers les sentiments de goût et dégoût : encore un moyen de façonner le corps et sa perception par les institutions et la société.

<sup>8</sup> Ibid., 13.

### 3ème atelier : l'intégration à double sens (décolonisation du savoir I)

L'intégration est l'un des lieux de colonialité décisifs où, « sans races » et « sans racistes », du racisme est continuellement produit dans et par notre société. Si la tournure culturaliste du racisme contemporain masque volontiers sa logique inégalitaire sous l'idée d'une « incompatibilité » sans hiérarchie entre « modes de vie » inconciliables plutôt qu'inégaux, ce masque tombe à l'endroit de l'intégration. Car sous ce vocable même, nos États tiennent pour acquis qu'il est bon a priori pour les individus venus d'ailleurs de renoncer, au profit de la culture du pays d'« accueil », à leurs particularités culturelles qui seront exclues, assimilées ou au mieux « tolérées » à bonne distance de la vie citoyenne. La culture d'accueil est ainsi bel et bien supposée supérieure, et les manières de vivre et de penser différentes se voient déniées le titre de conceptions à part entière qui pourraient être dignes d'influencer et de transformer la société au même titre que la diversité des conceptions des citoyens « autochtones » qui se confrontent quotidiennement en démocratie.

Cet atelier comme les suivants voudrait aller à rebours de cette tendance et œuvrer ainsi, au lieu même de l'intégration, à faire marcher celle-ci « à double sens » plutôt qu'à sens unique comme c'est le cas actuellement. Qu'est-ce que le savoir de celui qui vient d'ailleurs (doublement enrichissant : savoir d'ailleurs et savoir de la migration) peut apprendre à et sur la société d'accueil ? Quels recoupements peuvent se dessiner avec les insatisfactions des « autochtones » ? Quelles orientations cela peut-il y dessiner pour une transformation désirable ?

Au sujet de la notion d'inclusion, dans son usage, le couple inclusion / exclusion a l'avantage de ne pas stigmatiser la volonté ou la conduite des individus ou des groupes qu'il vise : on dit que c'est aux gens de « s'intégrer » eux-mêmes (même quand on les y aide) mais on ne dirait pas, en revanche, que c'est à eux de « s'inclure », il n'y a pas de forme pronominale pour ce verbe. Mais il n'est pas sûr que ce soit une solution.

En effet, de même que la notion d'intégration, il faut veiller à ce que voir les choses sous l'angle de l'alternative inclusion / exclusion n'efface pas la question :

inclus.e, mais à quelle place ? (ou réciproquement : exclu.e certes, mais de quel système ? Ce système est-il lui-même si parfaitement désirable qu'on ne doive chercher qu'à y « inclure » celle.ux qui n'y sont pas ?).

Dans le groupe, il émerge vite et clairement la constante que le discours « iels faut qu'ils s'intègrent » représente une expérience commune d'inégalité vécue et ce discours raciste sert à justifier ces inégalités. Le mot « intégration » serait utilisé pour perpétuer une stigmatisation, pour cacher et justifier des situations d'inégalités entre les gens. Par conséquence, le fait d'imposer un parcours d'intégration même aux ressortissant.e.s de pays anciennement colonisés contribue à reproduire les relations de domination sur ces pays.

Selon Sayad, sociologue, philosophe et écrivain, quand on arrive quelque part, l'intégration y commence déjà car on y vit, car on est dedans. Il est possible de s'intégrer avec des manières différentes et à des places différentes, de manière inégalitaire. Tout le monde est « intégré.e », mais à une place différente. L'idée de l'atelier est donc de substituer, à l'alternative « intégré.e / pas intégré.e » pour regarder le réel, l'alternative « intégré.e » à une place de dominant / intégré.e à une place de dominé.e. Comment le point de vue de l'(in)égalité peut changer le jugement d'une situation ?

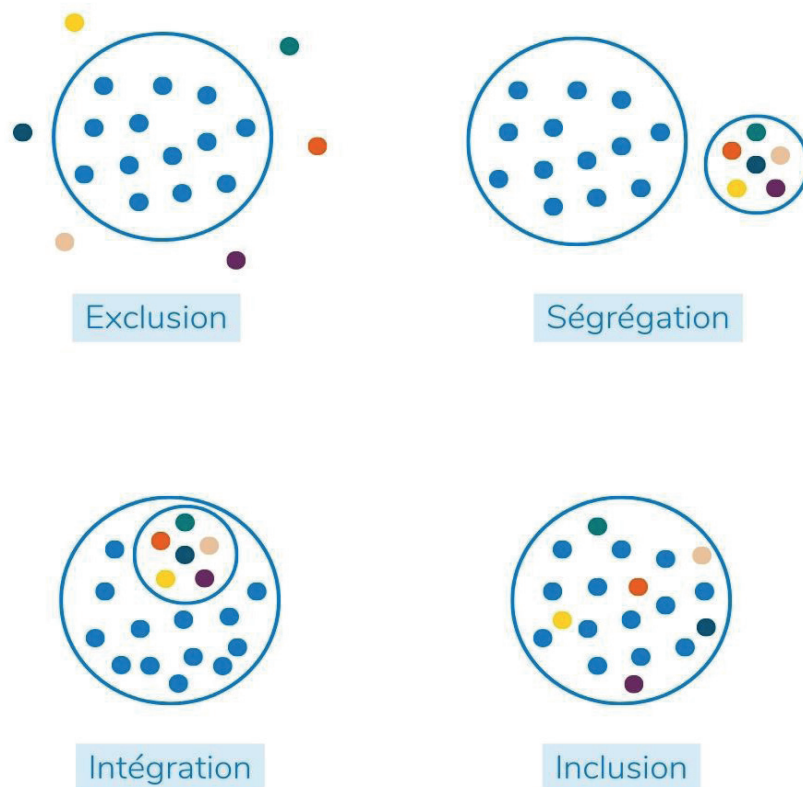
Cet exercice a permis de focaliser l'attention sur ce qui est présenté comme « bien », en lien avec le progrès, mais n'est pas considéré comme tel du point de vue des personnes à qui on demande d'intégrer ce système.

Par exemple, la situation des personnes âgées. Il existe des manières de traiter les personnes âgées autrement que les placer dans les homes. Beaucoup de personnes issues d'autres pays travaillent dans ce domaine car elles ont une autre approche, un meilleur type d'accueil et des atouts qui seraient à apprendre par la société d'accueil.

La grande majorité des personnes étrangères travaille, et très souvent dans des métiers refusés par les autochtones, avec des moindres salaires. Il s'agit d'un travail souvent invisibilisé alors que l'apport socio-économique pour le pays d'accueil est conséquent (plusieurs analyses vont dans ce sens, voir sur les études de l'IRFAM : [www.irfam.org](http://www.irfam.org)).

D'autres exemples ont porté sur la valeur des liens de voisinage qui dans les pays africains permettent une survie sociale dans la mesure où ils contribuent grandement à rompre l'isolement et la solitude (problématique en revanche fort répandue en Belgique).

Ou encore, l'apprentissage d'un régime alimentaire moins sucré et l'utilisation plus consciente des épices et des leurs propriétés dans un usage quotidien.



## 4ème atelier : par-delà croyances et savoir (décolonisation du savoir II)

Le projet d'élargir la discussion démocratique aux pensées venues d'ailleurs se heurte à des barrières qui ont été modulées historiquement par le mouvement d'expansion coloniale des Empires européens pour en justifier la violence.

La diversité des manières de penser des colonisé.e.s (comme celle de classes populaires dans les métropoles) fut réduite à des « croyances » ou superstitions et opposée au « savoir » éclairé des colonisateur.trice.s qui purent ainsi prétendre y diffuser leurs lumières et propager la « civilisation ». Comme le partage des richesses matérielles, ce partage colonial entre savoir et croyances a résisté aux guerres de décolonisation.

Aujourd'hui, dans les métropoles des descendant.e.s de colonisé.e.s, les descendant.e.s de colon.e.s et des gens venus d'ailleurs doivent cohabiter et réfléchir ensemble aux manières d'améliorer la société.

N'est-il pas temps de démanteler ces partages en démêlant ce qui relève de la rationalité de ce qui appartient à l'impérialisme d'un mode de pensée sur les autres ?

Que nous sachions ou que nous croyions, nous pensons et, d'où que l'on vienne, cela devrait suffire à parler sur un pied d'égalité.

La colonisation ne se limite pas à la domination politique et à l'exploitation économique mais aussi à la domination culturelle. Dans l'héritage colonial, des rapports de force culturels existent toujours :

la dévalorisation des cultures ex-colonisées amène facilement à la disparition d'une série de cultures<sup>9</sup>.

Dans la prétention que le savoir serait détenu par le/la colonisateur.trice, le colonisé.e ne posséderait que des croyances : d'ailleurs, c'est là-dessus qui reposait aussi la justification de la colonisation, sur le fait d'amener le savoir là où il n'y avait que de la croyance<sup>10</sup>.

La science, adoptée comme modèle en Occident, a pu justifier l'impérialisme occidental à travers ses méthodes scientifiques, au-dessus de tout autres types de savoir.

Dans ce contexte, tout un tas de croyances ont été écrasées en dépit du savoir scientifique. Par exemple, tout ce qui est concerné par l'expérience quotidienne était totalement privé de valeur. Le savoir ici de la seule expérience, celle qui se transmet par des récits plutôt que d'être filtrée par des protocoles comme la science.

L'exercice proposé au groupe est allé dans ce sens : se réapproprier des proverbes appris, en discuter, les comparer, en valoriser toute leur sagesse<sup>11</sup>. On peut ajouter que le proverbe est comme un micro-récit : à ce titre il condense le même type de savoir qui s'élabore et se partage dans les mythes, les contes ou les légendes : « Un enfant au-dessus d'une montagne/d'un arbre ne verra jamais ce qui voit une personne âgée couchée », par exemple, condense une petite histoire...

<sup>9</sup> Pensons à l'effacement des langues autochtones qui, selon l'UNESCO, disparaissent à la vitesse d'une langue tous les 15 jours (Microsoft Word - Fact sheet languages FR FINAL.doc (un.org)) [www.unesco.org](http://www.unesco.org)

<sup>10</sup> Voir la colonisation chrétienne en Amérique où l'on opposait la vérité à la superstition.

<sup>11</sup> Voir le projet « Proverbes d'une langue à l'autre » du MDP de 2019 : <https://www.possibles.org/wpcontent/uploads/2021/06/PRO-VERBES-traduction.pdf>

## 5ème atelier : parler de religion ? (décolonisation du savoir III)

Au sein des « croyances » et des pratiques afférentes réputées faire obstacle à toute discussion éclairée, certaines polarisent aujourd'hui particulièrement l'attention de nos Etats et d'une part de l'opinion : celles qu'on a l'habitude de regrouper sous le terme de religion. C'est que d'après la théorie du « choc des civilisations » (Huntington), forme savante du racisme culturaliste, les religions sont le critère principal qui distingue les civilisations les unes des autres, et donc aussi ce qui ferait que ces civilisations, ou du moins certaines d'entre elles, ne pourraient cohabiter et communiquer pacifiquement mais seulement s'entre-déchirer dans un bain de sang. Du fait de ce statut particulier de la religion dans les formes actuelles du racisme, le dernier atelier a voulu s'atteler spécifiquement à ce point brûlant dans la colonialité du savoir aujourd'hui.

Il s'est agi donc de parler de religion, mais d'abord pour se demander pourquoi et comment en parler. L'idée même qu'il faudrait en parler étant historiquement une injonction coloniale, c'est d'abord sous cet angle qu'il peut importer d'en parler. Quitte à se demander s'il existe réellement quelque chose comme la « religion », et ce que notre représentation des pratiques que nous appelons ainsi doit en fait à la colonialité.

Le racisme culturaliste fait de la religion une obsession en décrétant la religion comme facteur principal de choc ou d'incompatibilité. Aujourd'hui, pour la plupart du temps, quand on parle de religion, c'est pour marquer les incompatibilités.

### Ressemblances :

- **La religion vient de la famille.**
- **Problème de pouvoir prier, trouver le lieu pour le faire.**
- **Problème du port du voile.**
- **Ce qui a été reçu de la famille a été gardé tout en évoluant.**
- **Partage des valeurs humains (entraide, vérité, générosité, honnêteté, ...).**
- **La religion amène des moments ludiques.**
- **Présence de la prière au quotidien.**

L'auteur franco-algérien Mohammed Amer Meziane arrive à faire l'hypothèse de l'inexistence de religion. Et si croire dans la religion est déjà une croyance ?

Historiquement, la religion est une constante car beaucoup de gens ont un besoin de croyance, de transcendance. Cela se traduit parfaitement par la panoplie de manières personnelles de vivre l'un ou l'autre parmi les nombreux courants religieux.

A la lumière de tous ces constats, en sous-groupes, il a été demandé aux participant.e.s de se poser des questions sur la manière de vivre la dimension religieuse dans leur vie (de l'enfance à aujourd'hui), sur l'évolution de leur rapport à la religion et sur les ressemblances et différences identifiées. L'idée étant que « la » religion n'existe pas, mais seulement des pratiques à la fois ressemblantes et irréductibles les unes aux autres selon les contextes et les histoires de chaque pratiquant, l'objectif est de substituer à des discours tout faits sur « la » religion (voire sur « telle » religion particulière, mais abordée de manière générale), les récits des expériences singulières pratiques de chacun.e ; pour alors, dans un second sens, chercher les « airs de famille » (Wittgenstein) entre ces expériences : on obtient alors des recoupements permettant de conceptualiser, mais en restant au plus près de l'expérience au lieu de jeter sur celle-ci un voile idéologique de généralités creuses.

- **Image de Dieu en tant que symbole.**
- **Foi comme point essentiel de la religion.**
- **Obligation lors de l'enfance.**

### Différences :

- **Problèmes rencontrés parfois et d'autres fois non (légitimité de la religion chrétienne).**
- **Croyances personnelles différentes.**
- **Pratiques religieuses différentes.**
- **Pression/sanctions – automatisme.**

## Questions :

**La politique crée des problèmes liés à la religion pour contrôler les gens, c'est aussi lié à la pauvreté?**

**Est-ce que finalement notre foi ne serait pas celle de nos parents ?**

**Pourquoi les religions provoquent des guerres ?**

**Comment arrêter ce processus de guerres de religion ?**

**La vie après la mort comme questionnement commun.**

**Lien entre les religions et les politiques/le pouvoir/ l'argent – quelle foi ?**

**Faut-il léguer aux enfants ce qui nous a été légué ?**

## Les ateliers théâtre

Le projet Pamoja dans son volet théâtre a rassemblé une quinzaine des personnes migrantes fréquentant le MDP dans diverses formations mais aussi un étudiant de la Haute Ecole Libre Mosane (HELMo-ESAS). Le mélange de publics dans la participation au projet a été un choix fondamental tant pour ces ateliers que pour ceux animés par PhiloCité.

La thématique étant la mémoire coloniale et la lutte contre le racisme, il a été décidé de se lancer de prime abord dans une aventure d'écriture, afin d'être son propre auteur.e. chacun.e, étant soit la victime soit le témoin oculaire, se retrouve face au racisme endémique de la société belge.

Pour changer son rapport face au monde, écrire son propre vécu, ce qui est une manière d'exister. L'écriture a amené les participant.e.s vers une joute théâtrale singulière et participative : faire vivre en texte, en rythme, en action, témoigner, raconter ce calvaire auquel les personnes font face quotidiennement.

Ainsi, les ateliers artistiques s'installent dans une logique pédagogique en affutant à priori les instruments que sont le corps et la voix des acteur.rice.s appelé.e.s à faire leur premier pas sur scène ; pour faire vivre autant de symbiose d'émotions, par des textes en tirade, en aparté, en chœurs, en dialogue et en interactions avec le public.

**Nos démarches méthodologiques ont consisté à travailler sur :**

- **Le corps de l'acteur.rice,**
- **La voix de l'acteur.rice,**
- **L'espace de jeu,**
- **L'interprétation**  
(jouer l'autre, un personnage souvenir, les sous-textes)
- **L'imagination** (le « si magique »),
- **La diction,**
- **Le double sens de l'énoncé,**
- **L'appropriation du texte,**
- **etc.**

Tout ceci, pour mettre en lumière les apports des personnes afro-descendantes à la société belge mais aussi pour tirer sur la sonnette d'alarme contre tous ces actes de racisme que les personnes d'origines étrangères vivent quotidiennement sur le territoire Européen.



## Témoignages

**Vers la fin du cycle des ateliers théâtre, une question a été posée aux participant.e.s :**

**« Peux-tu raconter ton expérience des ateliers théâtre ?  
Qu'est-ce qu'ils t'ont apporté ? »**



« Très bonne découverte. J'en ai appris plus sur moi-même, ainsi que le racisme banalisé. Cela m'a également permis d'en apprendre plus sur le théâtre et de la perfection que cela oblige. Je n'étais pas fortement motivé par le projet, mais à force de m'impliquer, je me suis pris au jeu et j'ai adoré ! L'animateur est vraiment super sympa et sa vision est géniale. La formatrice, elle est super, elle sait ramener le cadre mais apporte une vision critique qui m'a fait progresser. »

« Ça m'a donné la joie et ce fut un très bon parcours. Et surtout, je me suis rappelée le bon vieux temps, quand j'avais fait du théâtre en deuxième secondaire, que du bonheur ! Ces ateliers théâtre sont vraiment une ouverture d'esprit au monde et à beaucoup de choses dans le quotidien de ma vie, dont mes enfants parce qu'ils ont participé aussi à la maison, à chaque fois que je m'entraînais. Les ateliers théâtre m'ont aussi permis de rencontrer de bonnes personnes, dont mes collègues. Les sourires, la joie, la paix, l'insouciance... oui, que du bonheur ! »

« Pour moi, ces cours sont très intéressants. J'aime le théâtre et l'improvisation. Je suis intéressée par la communication en groupe. J'ai amélioré mon français, mais le plus important, c'est qu'on aborde des sujets qui sont importants pour la société. Cela vous fait réfléchir et fait faire des choses pour les autres. Soyons plus gentils et plus empathiques. »

« Je me sens à l'aise. Cet atelier m'a aidé à m'ouvrir, à être en contact avec les gens. Je n'avais jamais fait de théâtre avant, alors me retrouver devant un public... J'ai eu beaucoup d'émotions, craintes, mais j'ai fini par le faire avec du courage. Oui, ce n'est pas facile de parler devant les gens pour la première fois. Mais ça va. Après j'aimerais continuer, pratiquer, avoir plus confiance en moi, avoir de nouvelles relations. Merci au Monde des Possibles. »





# Évaluation des pratiques

**Le processus d'évaluation a prévu des critères tant quantitatifs que qualitatifs.**

**Les objectifs spécifiques poursuivis ont été atteints :**

- La réalisation d'un certain nombre d'ateliers (5 philo et 18 de théâtre) ;
- Le nombre de personnes ayant participé (25 pour les ateliers philo et 18 pour le théâtre) ;
- L'organisation de deux représentations publiques (le 20 juin 2024 au MDP et le 5 juillet 2024 à La Menuiserie à Liège) ;
- L'offre et l'organisation d'une garderie pour les enfants pendant les ateliers.

**Pour ce qui est de la qualité des ateliers ainsi que de la participation à ces derniers, en plus d'un questionnaire d'évaluation final reprenant la globalité des actions du projet, les participant.e.s ont été invité.e.s à s'exprimer, en règle générale, à la fin de chaque séance afin de récolter leurs sentiments, impressions, perplexités mais aussi leurs difficultés à être présent.e.s lors des activités. En effet, en particulier pour les ateliers théâtre, l'assiduité a été très compliquée. Cela peut être expliquée par plusieurs facteurs :**

- Les situations de précarité quotidienne vécues par des nombreuses personnes inscrites au projet,
- La garde d'enfants en bas âge,
- La priorité donnée à l'insertion dans le marché de l'emploi plutôt qu'à des activités culturelles.

Malgré l'intérêt et la motivation démontrés à maintes reprises par les participant.e.s, travailler une dynamique de groupe en vue de la représentation théâtrale a représenté un vrai défi. Néanmoins, le plaisir de se retrouver, la co-construction de la représentation à partir des textes des participant.e.s et la progression personnelle et collective de la présence sur scène ont alimenté le processus créatif jusqu'au bout. L'organisation de la garderie a rendu service à cinq enfants mais les participantes ont graduellement trouvé d'autres solutions de manière indépendante : la garderie a donc été organisée seulement pendant les premiers mois du projet. L'offre de garderie n'a malheureusement pas pu répondre aux demandes de garde des enfants en bas âge principalement pour une question de gestion relationnelle avec l'enfant pour qui, venir ponctuellement au MDP, n'était pas assez sécurisant que pour rester avec une personne inconnue chargée de jouer avec lui/elle pendant que la maman travaillait avec le groupe. La participation quasi entièrement féminine aux représentations est un constat à relever également. Dans l'expérience de terrain, il revient régulièrement que l'engagement, au de-là de toute difficulté vécue, est souvent assuré par les femmes. Il n'est pas ici le lieu de s'interroger davantage sur le rôle socialement construit des femmes et son influence significative sur leur engagement. Toutefois, d'autres projets du MDP destinés aux femmes migrantes ont déjà mis en évidence ce constat.

**Enfin, dans les perspectives, une suite pertinente du projet Pamoja pourrait concerner des modules de formation visant le développement de compétences liées au plaidoyer (la formulation de revendications, la construction d'un discours porteur d'un message clair, la prise de parole en public, l'art oratoire, ...).**

## Recommandations :

***Le Monde des Possibles, en tant que membre de la Coalition NAPAR, partage ses recommandations parmi lesquelles :***

**<https://naparbelgium.org/wp-content/uploads/2021/09/memorandum-Coalition-NAPAR-2020-FR.pdf>**

- La reconnaissance de l'impact et des conséquences de la colonisation dans tous les domaines de la vie et en particulier dans l'éducation, l'emploi, le bien-être et la santé.
- Faciliter une étude nationale indépendante sur l'héritage colonial de la Belgique.
- Des excuses officielles et publiques du gouvernement et de la monarchie belge pour les crimes commis pendant la colonisation. Les excuses devraient être liées à des actions pertinentes.
- Faciliter la création d'une Fondation pour commémorer les atrocités de la colonisation belge, en consultation avec les acteur.ice.s congolais.es, rwandais.es et burundais.es.
- Le développement de programmes de réparations dans le cadre de la colonisation, par analogie avec ceux proposés dans le programme de 10 points du Caricom <sup>12</sup>.
- La création d'une commission de vérité et l'adoption de la résolution du Parlement du 14/2/2017 concernant le travail de mémoire à mener en vue de l'établissement des faits afin de permettre la reconnaissance de l'implication des diverses institutions belges dans la colonisation du Congo, du Rwanda et du Burundi.
- L'ouverture des archives "colonisation" au grand public.
- La contextualisation des études qui visent à la glorification des crimes coloniaux et/ou des auteur.e.s des crimes coloniaux.
- Soutenir financièrement les campagnes d'information destinées au grand public sur l'héritage et l'impact du colonialisme.
- Que le Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC) envisage des programmes de restitution et/ou de réparations, en consultation avec les groupes de la diaspora africaine.
- Apporter un soutien financier pour permettre à la diaspora de participer aux politiques et initiatives du Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC).
- Une gestion de ressources humaines diversifiée à tous les niveaux (y compris les cadres) au sein des activités du MRAC avec une attention particulièrement pour les personnes d'ascendance africaine (PAD).
- La création d'un (nouveau) musée consacré à l'histoire, aux cultures et aux richesses africaines, avec des diasporas africaines et des expert.e.s des pays concernés.
- La collecte et suivi des données en fonction de l'origine migratoire (par le biais de l'auto-identification volontaire et anonyme).

<sup>12</sup> <https://caricom.org/>

- L'établissement, la facilitation/financement d'organisations qui accueillent des victimes du racisme. Les bonnes pratiques de l'étranger peuvent servir de source d'inspiration.
- La création d'une plateforme nationale pour les personnes d'ascendance africaine (NAPAD) qui peut servir de coupole pour le groupe très hétérogène de la diaspora africaine. Ce NAPAD peut centraliser l'expérience, les doléances et les signaux et devenir un interlocuteur pour les politiques.
- Le financement des organisations antiracistes ainsi que des organisations de la diaspora africaine qui travaillent sur le colonialisme et la décolonisation.
- Le vécu des personnes avec une histoire migratoire devrait être reconnu comme expertise. Nous demandons la reconnaissance, la valorisation (notamment financière) et l'utilisation des connaissances et des compétences des personnes racisées. Cette reconnaissance et valorisation des connaissances doivent avoir lieu dans tous les instituts, organisations, groupes de travail, etc., où l'expertise du vécu signifie une valeur ajoutée et/ou une nécessité. Cela ne concerne pas seulement la reconnaissance de l'expertise du vécu, mais aussi la valorisation des autodidactes (par exemple, la reconnaissance des diplômes et la validation active des compétences acquises sur le terrain).
- L'audit et le monitoring de la situation des personnes d'origine africaine en matière d'égalité des droits.
- Une implication étroite de PAD dans l'élaboration et la mise en œuvre de la Décennie des personnes d'ascendance africaine.
- Le financement d'un organisme de coordination pour soutenir les projets créatifs de personnes ayant des racines africaines, comme par ex. une Maison des cultures africaines ayant une direction et un CA composé de personnes afro-descendantes.
- La cessation immédiate de la coopération, du soutien et des subventions aux organisations, aux entreprises et aux pratiques qui exploitent de la terre, des matières premières et des personnes dans les régions étrangères aux dépens des populations locales et de l'écosystème. Les accords commerciaux doivent être équitables et remédier aux déséquilibres du commerce mondial.



### **Au niveau régional, nous demandons les mesures prioritaires suivantes :**

Les caricatures raciales, la représentation raciste de personnes ayant des racines africaines (par exemple, zwarte piet) dans les domaines des médias, de l'éducation et de l'espace public doivent être combattues et contextualisées.

#### **Décolonisation des médias**

- La promotion de modèles positifs dans les médias, par exemple par la diffusion de bonnes pratiques, la diversité de la programmation et le monitoring structurel.
- Une réglementation contraignante pour des acteurs des médias pour éviter les préjugés (racistes) et le langage offensant dans les médias.
- Les profils des journalistes et des fonctions d'appui journalistique (rédaction, etc.) devraient refléter la société. Dans ce but, le service des ressources humaines doit mener des actions concrètes pour parvenir à un personnel diversifié (miser sur l'attractivité de la formation journalistique, le recrutement et les promotions) afin que le corps des journalistes reflète la société.
- Les formations de journalisme doivent aborder des modules sur l'interculturalité, l'intersectionnalité, les privilèges et l'ethnocentrisme.
- Une révision du Code de déontologie journalistique, un meilleur contrôle de son application et un meilleur suivi des plaintes.
- Une meilleure représentativité dans les médias publics et privés.
- Les gouvernements compétents incluent des engagements de résultats sur la diversité ethnique et culturelle dans leur accord de gestion avec la VRT42 et la RTBF. Ces chaînes fixent des objectifs chiffrés plus élevés en termes de présence à l'écran et de personnel, ainsi qu'en termes de monitoring.
- Les gouvernements prennent des mesures spécifiques pour accroître et améliorer la diversité ethnique et culturelle dans les médias privés. Des objectifs contraignants et des actions positives, tant sur le plan de la gestion des ressources humaines que sur le plan du contenu, sont des possibilités à cet effet. Mais d'autres voies sont également possibles, par exemple via le soutien annuel à la presse écrite (qui est encore très faible en termes de super-diversité), via le fonds pour les médias audiovisuels ou via des appels à projets spécifiques. Les nouveaux médias et les médias expérimentaux, par exemple ceux des minorités ethniques et culturelles, sont également éligibles.
- Les gouvernements établissent un accord avec les chaînes de télévision régionales en vertu duquel elles sont tenues de tenir compte de la réalité démographique de leur région. Elles adaptent leurs créations et leur offre en conséquence. Cela se fait par la représentation au sein du personnel, une présence sur écran et une coopération sur un pied d'égalité avec les personnes appartenant à des groupes racisés, par exemple par le biais de la vie associative ou du travail de jeunesse.



### **Décolonisation de l'enseignement**

- L'histoire de la colonisation dans les programmes d'enseignement, obligatoire dans toutes les directions et à tous les niveaux d'enseignement.
- Examiner et réécrire les manuels scolaires et le matériel didactique pour déceler les fausses représentations des faits historiques.
- Une formation antiraciste obligatoire du personnel enseignant.
- Le développement de nouvelles chaires universitaires non-eurocentristes, entre autres en études africaines et (post-)coloniales. Le développement d'une chaire universitaire devrait être entre les mains de la diaspora africaine, au sein de laquelle l'expertise universitaire et les autres compétences acquises sont présentes et reconnues. D'autres pays l'ont déjà fait et peuvent nous inspirer.

### **Décolonisation de l'espace public**

- La promotion de la représentativité dans l'espace public et la reconnaissance de la colonisation comme passé commun en introduisant des noms et des représentations dans l'espace public qui font référence aux contributions ou à la mémoire des personnes d'origine africaine.
- La contextualisation des statues et des noms de rues qui glorifient l'époque coloniale.
- Les régions doivent stimuler les autorités locales à mener une politique active de décolonisation et les sensibiliser aux nombreuses possibilités qui s'offrent à elles. Nous nous référons pour cela à la campagne.
- 'Décoloniser la société locale' de Hand in Hand vzw., mais aussi à la grande expertise qui est disponible dans d'autres organisations existantes, telles que Black speaks back, Decolonize Belgium, Collectif Mémoire Coloniale et Lutte Contre les Discriminations...

## **Quelques propositions du MDP pour une approche décoloniale des politiques migratoires :**

La législation belge en matière de migration est en partie héritée de la période coloniale : elle est le fruit de dispositions discriminatoires et de hiérarchies raciales issues de l'Histoire de la Belgique. Elle continue à se façonner sur les enjeux géopolitiques et diplomatiques qui découlent de la colonisation, en témoigne la politique de délivrance des visas.

Afin de travailler une approche décoloniale des questions migratoires, 3 axes pourraient être envisagés :

1. *La reconnaissance des contributions des personnes issues des migrations à la société belge, en élargissant les voies d'accès au séjour légal, notamment par l'accès à la régularisation par le travail et l'ouverture du permis unique aux personnes sans titre de séjour présentes sur le territoire de la Belgique, mais également par l'élaboration de critères clairs de régularisation.*
2. *La reconnaissance des diasporas comme actrices de la société belge, en les impliquant dans l'élaboration des politiques migratoires et d'inclusion. L'élaboration des politiques migratoires devrait impliquer une participation significative des migrant.e.s elle.eux-mêmes et de leurs organisations représentatives. Leurs voix et leurs expériences vécues doivent être au centre du processus décisionnel, afin de garantir que les politiques répondent à leurs besoins et aspirations.*
3. *Cesser toute politique de renforcement et d'externalisation des frontières, pour lesquelles est instrumentalisée une partie de l'aide au développement. Une entrave efficace aux mouvements migratoires est illusoire (Sylvie Sarolea & Sandrine Brachotte) : la mise en place de politiques migratoires basées sur l'accueil – et non sur la dissuasion, la défiance et le rejet –, qui respectent les droits fondamentaux des migrant.e.s et favorisent leur inclusion dans la société belge, devrait constituer la principale préoccupation des législateur.trice.s. L'accueil réservé aux exilé.es d'aujourd'hui s'adresse aux belges de demain. Le MDP y consacre toute son énergie.*

## Conclusion

La représentation théâtrale a été retranscrite pour qu'elle soit conservée et représentée lors d'un événement où elle fasse sens : le travail autobiographique et d'expression de la part du groupe mérite une valorisation au-delà du contexte de l'appel à projet.

***Remettre en scène la pièce c'est faire continuer à vivre Pamoja, réaffirmer notre détermination dans la lutte contre le racisme et dans la coconstruction d'une visée décoloniale.***

Quelques textes de la pièce seront édités dans le Journal des Possibles, notre journal interne à l'asbl qui raconte les actualités du MDP aux personnes qui le fréquentent.

***Une fois de plus, Pamoja a démontré la puissance de l'approche artistique et son effet libérateur.***

Ce livret résume non seulement un projet mais un esprit critique décolonial revigorant la lutte antiraciste au MDP. Une résistance aux dominations qui écrasent une partie des identités de nos participant.e.s.

***Notre accueil inconditionnel et la solidarité des luttes c'est notre manière de soutenir les personnes que nous accompagnons ; la coconstruction et le plaidoyer les outils pour contribuer au changement de la société.***





## Bibliographie

[www.possibles.org](http://www.possibles.org)

<https://uclouvain.be/fr/instituts-recherche/juri/cedie/actualites/migrations-et-approches-decoloniales-du-droit-cycle-de-seminaires.html>

<https://www.un.org/french/events/iyl/autochtone.pdf>

**Plan de lutte contre le racisme de la fédération wallonie-bruxelles (2023-2026)**,  
Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

bell hooks, **Rage assassine – mettre fin au racisme**, éditions divergences, Paris, 2023

Abdelmalek Sayad, **La double absence**. Des illusions de l'immigré aux souffrances de l'immigré

Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein, **Race, nation, classe**

Philippe Colin et Lissell Quiroz, **Pensées décoloniales**

Jean Paulhan, **L'expérience du proverbe**

Mohammed Amer Meziane, **Au bord des mondes : vers une anthropologie métaphysique**

Bernard Wilkin et Donatille Karurenzi, **Un génocide en héritage – 30 ans après des survivants tutsis témoignent**

Pierre Etienne, **La fabrication avec et par l'objet : Les Sans – comment étudier a posteriori une expérience théâtrale avec un groupe de sans-papiers ?** *mémoire de fin d'études*

Ce document a été rédigé en écriture inclusive. L'écriture inclusive est un outil indispensable car elle permet de : Féminiser les mots en vue de visibiliser les femmes face à la masculinisation générique présente dans la langue française et utiliser un langage inclusif en vue de représenter les personnes qui ne s'inscrivent pas dans l'ordre binaire masculin/féminin.

# PAMOJA

*Mémoire coloniale et lutte contre le racisme*